

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	

Prix du numéro :
 Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions, faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

30 janvier	— Ordonnance amnistiant certains personnels militaires. (Arrêté de promulgation n° 125 Cab. du 24 février 1943)	178
30 janvier	— Ordonnance amnistiant certains personnels civils. (Arrêté de promulgation n° 125 Cab. du 24 février 1943)	178

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL

1943

19 février	— N° 678 C. M. 3 — Arrêté général relatif au dénombrement des étrangers sans nationalité des classes 1924 à 1943 incluses, des ressortissants Libano-Syriens des classes 1941-42-43, des ressortissants Libano-Syriens des classes 1924 à 1940 incluses, omis lors des opérations de dénombrement prévues par l'arrêté n° 736 C. M. et relatif à la revision des étrangers et ressortissants Libano-Syriens des classes 1924 à 1943 incluses.	178
22 février	— N° 719 — Arrêté général fixant la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérieures du siège dans le ressort de la cour d'appel de l'A. O. F. et du Togo pendant l'année 1943 (extrait)	179
22 février	— N° 780 F. I. B. — Arrêté général relatif aux ordonnateurs secondaires du budget des transports et du budget général de l'A. O. F.	179
22 février	— N° 795 S. E. F. — Arrêté général fixant les caractéristiques du charbon de bois pour industries et les modalités de vente des charbons	179

22 février	— N° 797 S. E. C/6 — Arrêté général modifiant l'arrêté n° 2774/s. E. du 7 août 1942 sur le rationnement en ce qui concerne le savon	180
22 février	— N° 803 D. T. — Arrêté général modifiant et complétant le décret du 22 juillet 1920 portant création de la caisse d'épargne de l'A. O. F. (versements-livrets).	180
26 février	— N° 841/c. M. 3 — Arrêté général relatif à la convocation devant une commission de réforme des européens classés dans le service auxiliaire exemptés et réformés des classes 1924 à 1936 incluses.	180
1 ^{er} mars	— N° 889 S. E. P. — Arrêté général fixant les prix de certains produits de la campagne 1943, (extrait).	181
3 mars	— N° 920 S. E. P. — Arrêté général fixant les prix des : tapioca, miel, coton du Soudan, gomme copal pour la campagne 1942-1943, (extrait)	181

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

25 février	— N° 128 A. E. — Arrêté fixant les prix d'achat du caoutchouc dans les différents centres en 1943.	182
27 février	— N° 133 A. E. — Arrêté modifiant l'arrêté du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation	182
27 février	— N° 135 A. E. — Arrêté approuvant le plan de campagne forestier pour 1943-1944 et lui donnant force exécutoire	183
2 mars	— N° 140 Agro. — Arrêté ouvrant un marché saisonnier pendant la campagne cotonnière 1943.	183
4 mars	— N° 145 A. E. — Arrêté complétant l'arrêté n° 133 A. E. du 27 février 1943 modifiant l'arrêté du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation.	183
5 mars	— N° 146 A. E. — Arrêté réglementant l'abatage des bovins et porcins.	183

7 mars	— N° 151 A. E. — Arrêté approuvant et rendant exécutoires les budgets 1943 des sociétés indigènes de prévoyance de Lomé, Tsévié et Bassari	183
Additif à l'arrêté n° 126 C. P. S. du 24 février 1943	fixant les prix de vente de certains articles d'importation	184
Personnel		184
Divers		186

ACTES DE LA COMMUNE-MIXTE DE LOMÉ

1943

24 février	— N° 1 — Arrêté municipal créant une taxe sur les bicyclettes	189
24 février	— N° 2 — Arrêté municipal créant une taxe sur les chiens	189
24 février	— N° 3 — Arrêté municipal relatif à l'encombrement des marchés de la ville de Lomé	189

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	190
----------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Amnistie

N° 125 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 février 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1^{re}. — L'ordonnance du 30 janvier 1943 amnistiant certains personnels militaires;

2^e. — L'ordonnance du 30 janvier 1943 amnistiant certains personnels civils.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ORDONNANCE du 30 janvier 1943 amnistiant certains personnels militaires.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les personnels militaires, jugés ou en instance de jugement pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat dans les affaires de tendance pro-alliée se rapportant, soit à la reprise de la guerre par la France, soit à des faits de prise de service ou de tentatives de prise de service dans les armées alliées ou associées, soit à des services rendus aux puissances alliées, entre le 10 juin 1940 et le 13 novembre 1942, quelle que soit la nature de l'infraction commise, seront amnistiés de plein droit.

ART. 2. — Ces personnels seront réintégrés immédiatement, à titre provisoire, dans les emplois qu'ils occupaient antérieurement à leur prévention ou condamnation jusqu'à ce qu'une décision individuelle ait pu être prise.

ART. 3. — Leurs dossiers seront examinés par une commission spéciale qui devra statuer dans les trois mois, à seule fin de vérifier que les faits incriminés se rapportent exclusivement aux charges définies à l'article 1^{er} ci-dessus. Les propositions de cette commission seront soumises, pour décision, au général commandant en chef (major général).

ART. 4. — Le major général est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 30 janvier 1943.

H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 30 janvier 1943 amnistiant certains personnels civils.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les personnels civils, jugés ou en instance de jugement pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat dans les affaires de tendance pro-alliée se rapportant, soit à la reprise de la guerre par la France, soit à des faits de prise de service ou de tentatives de prise de service dans les armées alliées ou associées, soit à des services rendus aux puissances alliées, entre le 10 juin 1940 et le 13 novembre 1942, quelle que soit la nature de l'infraction commise, seront amnistiés de plein droit.

ART. 2. — Ces personnels seront réintégrés immédiatement, à titre provisoire, dans les emplois qu'ils occupaient antérieurement à leur prévention ou condamnation jusqu'à ce qu'une décision individuelle ait pu être prise.

ART. 3. — Leurs dossiers seront examinés par une commission spéciale constituée auprès de chacun des gouverneurs généraux ou résidents généraux et qui devra déclarer dans les 3 mois, si les faits incriminés se rapportent exclusivement aux charges définies à l'article 1^{er} ci-dessus. Les propositions de cette commission seront soumises, pour décision, au général commandant en chef (major général).

ART. 4. — Le major général et les gouverneurs généraux et résidents généraux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 30 janvier 1943.

H. GIRAUD.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Dénombrement des étrangers sans nationalité et des ressortissants Libano-Syriens

ARRETE N° 678/C. M. 3 du 19 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, instituant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée;

Vu la loi du 11 juillet 1938 relative à l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 18 mai 1939 rendant applicable aux territoires relevant du ministère des colonies le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 10 septembre 1939 relatif au dénombrement dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des étrangers bénéficiaires du droit d'asile;

Vu le décret du 3 novembre 1939 relatif à la révision des étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile;

Vu le décret du 11 mars 1940, appliquant dans les colonies françaises aux ressortissants de tous nos territoires d'outre-mer, les dispositions du décret-loi du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile, imposées aux français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre étendu aux colonies par décret du 18 mai 1939;

Vu le télégramme d'Etat n° 450 du 16 mars 1940 du ministre des colonies;

Vu l'arrêté n° 655/A. P. du 22 mars 1940 promulguant en Afrique occidentale française le décret du 11 mars 1940;

Vu l'arrêté n° 736/c. M. du 8 avril 1940, relatif au dénombrement et à la révision des ressortissants Libano-Syriens;

Vu l'arrêté n° 191/c. M. 3 du 15 janvier 1943, relatif à la mobilisation en A. O. F. et au Togo des réservistes français et originaires et des étrangers sans nationalité, bénéficiaires du droit d'asile, ou protégés, et son modificatif n° 365/c. M. 3 du 29 janvier 1943;

Sur la proposition du général, commandant en chef des forces terrestres, aériennes et maritimes de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Seront recensées dans toutes les colonies du groupe et au Togo, dès la publication du présent arrêté, les catégories suivantes d'étrangers, résidant en A. O. F. et figurant sur le relevé général des étrangers :

- a) Les étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile, des classes 1924 à 1943 incluses;
- b) Les ressortissants Libano-Syriens appartenant aux classes d'âge 1941-1942-1943;
- c) Les ressortissants Libano-Syriens appartenant aux classes 1924 à 1940 incluses, qui ont été omis lors des opérations de recensement prévues par l'arrêté 736/c. M. du 8 avril 1940.

ART. 2. — Les étrangers et ressortissants Libano-Syriens visés à l'article premier ci-dessus, ainsi que les ressortissants Libano-Syriens des classes 1924 à 1940 omis et exemptés par les conseils de révision constitués par l'arrêté n° 736/c. M. du 8 avril 1940, tous assujettis à fournir des prestations aux autorités militaires, comparaitront devant les commissions de révision définies à l'article 3 du décret du 3 novembre 1939 qui se tiendront à partir du 10 mars aux mêmes lieux que les conseils de révision des citoyens français.

ART. 3. — Les gouverneurs des colonies, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de France au Togo, le général, commandant en chef des forces terrestres, aériennes et maritimes de l'A. O. F., le directeur de la sûreté générale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié, communiqué partout où besoin sera et sera publié aux *Journaux officiels* de l'A. O. F. et du Togo.

Dakar, le 19 février 1943.

P. BOISSON.

Cour d'appel de l'A. O. F. et du Togo

N° 719. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

22 février 1943. — En exécution des dispositions de l'article 55 du décret du 22 août 1928, déterminant le statut de la magistrature coloniale, la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérimaires du siège dans le ressort de la cour d'appel de l'A. O. F. et du Togo, pendant l'année 1943, est arrêtée comme suit :

Togo

M.M. Deluz Georges, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, licencié en droit.

d'Arcimoles Hervé, adjoint de 2^e classe des services civils, licencié en droit.

Pagès Georges, adjoint de 2^e classe stagiaire des services civils, licencié en droit.

Ordonnateurs secondaires

ARRÊTE N° 780/F. I. B. du 22 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F.;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 4704 F. I. B. du 31 décembre 1942 créant le budget des transports;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le directeur des transports est ordonnateur délégué du budget des transports et des comptes hors budget qui y sont rattachés. Il est ordonnateur secondaire du budget général extraordinaire pour les parties de ce budget intéressant les exploitations relevant de la direction des transports.

ART. 2. — Le directeur du Dakar-Niger et dans chaque colonie ou territoire, les chefs de services des ports et transports sont ordonnateurs secondaires du budget des transports. Ils sont sous-ordonnateurs du budget général extraordinaire pour les dépenses de ce budget intéressant leur service.

Dakar, le 22 février 1943.

P. BOISSON.

Charbons

ARRÊTE général N° 795 S. E./F. du 22 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu l'arrêté n° 476 s. e. du 4 février 1942 fixant les caractéristiques et les modalités de vente du charbon pour industries;

Sur la proposition du directeur des services économiques;
La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 476 s. e. du 4 février 1942 fixant les caractéristiques et les modalités de vente du charbon pour industries.

ART. 2. — Le charbon de bois pour industries, doit provenir de peuplements comportant un minimum de 25% d'essences à bois dur. La fabrication du charbon de cette qualité pourra être interdite dans les zones où les peuplements sont constitués en majorité d'essences à bois tendres, ou insuffisamment durs.

Pour cette fabrication, les essences appartenant aux familles botaniques des bombacées, des sterculiacées, des rhizophoracées, des araliacées, des palmiers, aux genres botaniques Ficus, Gardenia, doivent être exclues. Cette liste n'est pas limitative et pourra être complétée suivant les régions de production par des arrêtés des gouverneurs des colonies.

ART. 3. — Le charbon de bois pour industries ne doit pas comprendre de morceaux de dimensions inférieures à 25 mm.

Il doit en outre répondre, au moment de la vente au consommateur, aux caractéristiques suivantes :

- a) Teneur en cendres maximum : 5% en poids;
- b) Ne pas contenir plus de 3% en poids de poussières et de particules de dimensions inférieures à celles déterminées au premier paragraphe de cet article;
- c) Ne renfermer que des morceaux complètement carbonisés, à l'exclusion d'incuits (bois torréfié, charbon roux, etc...) et ne contenir aucun corps étranger tel que terre, pierres, particules métalliques, etc...;
- d) Dans les colonies où le prix du charbon est homologué par voie de taxation, ce prix s'entend pour du charbon présentant un taux d'humidité inférieur ou au plus égal à 8% en poids. Si le taux d'humidité d'un lot dépasse cette limite, le prix fixé pourra être réduit proportionnellement au degré d'humidité en excédent de 8%.

ART. 4. — Peuvent seules se livrer à la vente du charbon de bois, de quelque catégorie qu'il soit, les personnes ou sociétés titulaires d'une carte spéciale délivrée par les chefs de territoire après visa du chef de service local des eaux et forêts.

Cette carte peut être refusée ou retirée sans que l'administration ait à fournir un motif à l'intéressé.

ART. 5. — Les contraventions au présent arrêté seront passibles des peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 6. — Les agents des services des contributions et des eaux et forêts assermentés pour l'exercice de leurs fonctions, sont habilités à rechercher et constater les infractions au présent arrêté.

ART. 7. — Les gouverneurs des colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, l'administrateur de la circonscription de Dakar et le commissaire de France au Togo seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera et sera publié aux *Journaux officiels* de l'A. O. F. et du Togo.

Dakar, le 22 février 1943.

P. BOISSON.

Rationnement

Savon

N° 797 s. e. c./6. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. pris en commission permanent du conseil de Gouvernement en date du :

22 février 1943. — Le paragraphe 5 de l'article 1 de l'arrêté général sur le rationnement n° 2774/s. du 7 août 1942 est modifié comme suit à compter du 1^{er} mars 1943 :

Au lieu de :

5° — SAVON :

Par personne et par mois 1 kg. 500.

Lire :

5° — SAVON :

Par personne et par mois 1 kg.

Le reste sans changement.

Caisse d'épargne

ARRETE N° 803/D. T. du 22 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 organisant le Gouvernement général de l'A. O. F.;

Vu le décret du 22 juillet 1920 et l'arrêté de promulgation du 16 mars 1922 portant création d'une caisse d'épargne en A. O. F.;

Vu la loi n° 975 du 27 octobre 1942 portant modification de la législation sur les caisses d'épargne;

Vu l'ordonnance n° 35 en date du 6 décembre 1942 d'Amiral de la flotte, haut-commissaire en Afrique française

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 11 du décret du 22 juillet 1920, modifié par les décrets subséquents, sont remplacées par les suivantes en ce qui concerne les déposants :

Le compte ouvert à chaque déposant ne peut, sauf par la capitalisation des intérêts, dépasser le chiffre de 40.000 francs.

ART. 2. — L'article 13 du décret du 22 juillet 1920 est complété comme suit :

Durant la période d'interruption des relations avec la métropole, les titulaires d'un livret de la caisse nationale d'épargne ou d'une caisse d'épargne ordinaire de la métropole sont autorisés à se faire ouvrir un second livret en Afrique occidentale française.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 22 février 1943.

P. BOISSON.

Commission de réforme

ARRETE N° 841/C. M. 3 du 26 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, instituant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'article 20 de la loi du 31 mars 1928 modifié par la loi du 26 juin 1933 (B. O. P. P. page 1746);

Vu l'arrêté n° 191/c. M. 3 du gouverneur général de l'A. O. F. en date du 15 janvier 1943;

Sur la proposition du général d'armée, commandant les forces terrestres, aériennes et maritimes de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Seront convoqués devant une commission de réforme spéciale les européens classés dans le service auxiliaire, exemptés et réformés (temporaires ou définitifs) des classes 1924 à 1936.

ART. 2. — Les commissions de réforme se réuniront le 1^{er} mars 1943 et jours suivants aux lieux ci-après :

Dakar, Saint-Louis, Kaolack, Ziguinchor, Kati, Kindia, Ouagadougou, Abidjan, Cotonou, Zinder, Niamey.

ART. 3. — Les intéressés devront se présenter à la commission de réforme, munis de leurs livrets individuels ou pièces militaires justificatives.

Les exemptés ou réformés reconnus aptes au service seront soumis aux obligations de leur classe d'âge.

ART. 4. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le commissaire de France au Togo, le gouverneur des colonies, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, et le général d'armée, commandant en chef des forces terrestres, aériennes et maritimes de l'A. O. F. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera, et sera publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 26 février 1943.

P. BOISSON.

Kapok

ARRETE N° 889 s. E./p. du 1^{er} mars 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942, complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix sur bascule loco-magasin et F.O.B., à la tonne des produits de la campagne 1943 ci-dessous dénommés :

PRODUIT	PRIX nu-basculé	PRIX loco-magasin	PRIX F. O. B.
<i>Kapok égrené — Exportation en balles pressées, emballées et cerclées</i>			
3) Togo — Lomé	qualité supérieure	10.626	11.880
	qualité moyenne	9.418	10.532

ART. 2. — Les prix loco-magasin et F.O.B. ci-dessus s'entendent sur la base des tarifs de chemin de fer, des taxes et droits perçus à la colonie à la

date du 1^{er} mars 1943. Toute augmentation ou diminution de ces tarifs, taxes ou droits, entraînera automatiquement la variation en plus ou en moins des valeurs loco-magasin et F.O.B. inscrites à l'article premier ci-dessus.

ART. 3. — Les gouverneurs du Soudan, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey, le commissaire de France au Togo, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et sera publié aux *Journaux officiels* de l'A. O. F. et du Togo.

Dakar, le 1^{er} mars 1943.

P. BOISSON.

Tapioca

ARRETE N° 920 s. E./p. du 3 mars 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix nu-basculé, loco-magasin et F.O.B. à la tonne des produits de la campagne 1942-1943 ci-dessous dénommés :

PRODUIT	PRIX nu-basculé	PRIX loco-magasin	PRIX F. O. B.
1) Tapioca — En sacs			
b) Togo — Lomé	2.720	3.684	4.256

ART. 2. — Les prix loco-magasin et F.O.B. ci-dessus s'entendent sur la base des taxes et droits divers perçus à la colonie à la date du présent arrêté. Toute augmentation ou diminution de ces taxes et droits entraînera automatiquement la variation en plus ou en moins des valeurs loco-magasin et F.O.B. inscrites à l'article 1^{er} de façon que les valeurs nu-basculé ne soient, en aucun cas, modifiées.

ART. 3. — Les gouverneurs du Soudan, du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 3 mars 1943.

Pour le gouverneur général et par délégation,
Le gouverneur, secrétaire général,
CHAPOULIE.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Caoutchouc

ARRETE N° 128 A. E. du 25 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le T. O. 486 s. E. P. du 16 décembre 1942;

Vu la lettre du 22 février 1943 du représentant de Corceca;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix d'achat du caoutchouc aux producteurs sont fixés comme suit :

	Frs.
Agou	14.074
Atakpamé	13.944
Palimé	14.038
Pagala	13.915

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 25 février 1943.

P. SALICETI.

Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 133 A. E. du 27 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E. C./5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu les T. O. n° 118 s. E. C./4 et 86 s. E. C./5 des 18 et 20 février 1943 et la circulaire n° 83 s. E. C./5 du 17 février 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 susvisé est modifié comme suit :

PRODUITS BLOQUÉS	CONDITIONS DE VENTE RATIONNEMENT	UNITÉ de déclaration	OBSERVATIONS
Sucre	750 grammes par personne et par mois	kilo net	sur présentation carte individuelle
Vin ordinaire	1 litre par personne et par jour	hectolitre	(B)

ART. 2. — La vente des marchandises suivantes est soustraite de la réglementation prescrite par l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 susvisé. Ces produits

seront rayés de la liste de déclaration mensuelle et mis en vente libre pour compter du 1^{er} mars 1943 :

Poivres d'importation.

Vins de liqueur.

Confitures, gelées, marmelades, compotes, fruits au sirop et produits similaires.

Chocolats.

Chaussures de fabrication locale (fédération A.O.F. et Togo).

Lampes tempête.

Lames de rasoir.

Savons à barbe et pâtes à raser.

Cigarettes, tabacs en feuilles ou fabriqués, cigares.

ART. 3. — Seront seules soumises à l'obligation de la déclaration mensuelle ou trimestrielle des stocks les marchandises suivantes :

MARCHANDISES	UNITE DE DECLARATION
a) DÉCLARATION MENSUELLE	
Farine	kilo net
Sucre	kilo net
Lait concentré sucré	nombre de boîtes et kilo net
Lait concentré non sucré	
Lait en poudre	
Farines lactées	kilo net
Savon	kilo net
Pâtes alimentaires	kilo net
Légumes secs	kilo net
Semoules, orges, maïs et blé	kilo net
Manioc en racines ou en cossettes	kilo net, à l'exclusion des stocks détenus par les producteurs
Farine de manioc	
Riz	
Maïs	
Mil	
b) DÉCLARATION TRIMESTRIELLE	
Conserves de viande en boîte	nombre de Btes (pds 1/2 brut)
Soude caustique	kilo net
Champagne et mousseux	hectolitre et nbre de bouteilles
Conserves de poisson d'importation	poids 1/2 brut
Conserves de légume (y compris choucroûtes et cassoulets)	poids 1/2 brut
Conserves de tomate	poids 1/2 brut
Thé	kilo net
Bougies	nombre
Allumettes	nombre de boîtes
Biscuits fins	kilo net
Liqueurs et eaux de vie	hectolitre
Apéritifs	hectolitre
Eaux minérales (célestins et autres)	hectolitre
Vinaigre	hectolitre
Alcool à brûler	hectolitre
Casques	nombre
Chaussures cuir importation	nombre de paires
Cardes à main	nombre de paires

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 27 février 1943.

P. SALICETI.

ARRETE N° 145 A. E. du 4 mars 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'État aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E. C./5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation;

Vu les T. O. n°s 118 S. E. C./4 et 86 S. E. C./5 des 18 et 20 février 1943 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire;

Vu l'arrêté n° 133 A. E. du 27 février 1943 modifiant l'arrêté du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les vins fins sont ajoutés à la liste des marchandises soustraites de la réglementation prescrite par l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942, énumérées à l'article 2 de l'arrêté n° 133 A. E. du 27 février 1943 susvisé.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 4 mars 1943.

P. SALICETI.

Plan de campagne forestier.

N° 135 A. E. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

27 février 1943. — Est approuvé le plan de campagne forestier établi à la date du 21 décembre 1942 pour 1943-1944.

Les dispositions de ce plan de campagne reçoivent force exécutoire, dans la limite des crédits prévus au budget de l'exercice 1943 et qui seront délégués aux divers organismes chargés de sa réalisation.

Marché

N° 140 Agro. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

2 mars 1943. — Est ouvert pendant la campagne du coton 1943, le marché saisonnier ci-après dans la subdivision d'Atakpamé :

Moreta, le mardi.

Bovins et porcins

ARRETE N° 146 A. E. du 5 mars 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et de l'élevage;

Vu le décret du 27 avril 1941, rendant applicables au territoire du Togo les dispositions du décret du 11 février 1941 instituant un code pénal indigène en A. O. F.;

Sur la proposition du chef du service zootechnique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'abatage des bovins mâles âgés de moins de cinq ans et des bovins femelles âgés de moins de douze ans est interdit.

ART. 2. — L'abatage des porcins mâles et femelles est interdit :

1° — si ces animaux sont âgés de moins de trois ans, lorsqu'ils sont destinés à la reproduction;

2° — s'ils sont âgés de moins d'un an, lorsqu'ils ne sont pas destinés à la reproduction.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront réprimées, selon le statut du contrevenant, soit par les peines de simple police, soit par celles prévues à l'article 122 du décret du 11 février 1941 rendu applicable au Togo par décret du 27 avril 1941.

Dans les deux cas, ces infractions seront punies de 1 à 15 frs. d'amende, de 1 à 5 jours de prison, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, l'emprisonnement sera toujours prononcé.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mars 1943.

P. SALICETI.

Sociétés indigènes de prévoyance

N° 151 A. E. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

7 mars 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les budgets pour 1943 des sociétés indigènes de prévoyance de Lomé, Tsévié et Bassari.

Les budgets délibérés en conseil d'administration et en assemblée générale de chacune des sociétés indigènes de prévoyance intéressées sont arrêtés aux montants ci-après en recettes et en dépenses :

Société indigène de prévoyance de Lomé : Un million neuf cent soixante trois mille cent dix sept francs vingt et un centimes (1.963.117,21).

Société indigène de prévoyance de Tsévié : Quatre cent cinquante mille cinq cent trente francs trente trois centimes (450.530,33).

Société indigène de prévoyance de Bassari : Cent vingt cinq mille francs (125.000).

Surveillance des prix

ADDITIF à l'arrêté n° 126 C. P. S. du 24 février 1943
fixant le prix de vente de certains articles d'importation.

Après :

§ 1^{er}. — U. A. C. de l'article premier,

Ajouter :

§ 1^{er} bis. — G. B. O.

	Frs.	
Récepteurs 5 lampes	6.048,10	la pièce
Récepteurs 4 lampes	4.897,65	—
Récepteurs 6 lampes	8.776,30	—
Lampes ECH 21/—/00	181,45	—
Lampes EBL 21/—/00	139,40	—
Lampes AZ/1/—/00 redr	62,45	—
Lampes EM /4/—/31	115,05	—

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL****Rappel d'ancienneté**

N° 808 P. — Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

24 février 1943. — Il est attribuée à M. Meyer Raoul, aide-conducteur avant 18 mois du cadre commun supérieur des conducteurs de travaux agricoles, un rappel d'ancienneté de 1 an 9 mois et 17 jours au titre de l'article 7 de la loi du 31 mars 1928 correspondant au temps de service militaire légal actif effectivement accompli.

M. Meyer passe aide-conducteur après 18 mois pour compter du 27 janvier 1943 et conserve dans son nouvel échelon un reliquat d'ancienneté pour services militaires de trois mois dix-sept jours (3 mois 17 jours).

Tableaux d'avancement

Par arrêtés du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 19 février 1943, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1943, les agents des cadres ci-après :

Cadre général des travaux publics et des mines des colonies**TRAVAUX PUBLICS**

Pour le grade d'ingénieur de 3^e classe :

M. Maurice Laugier, choix, ingénieur de 4^e classe.

Cadres communs secondaires de l'assistance médicale indigène**A — CADRE DES MÉDECINS AUXILIAIRES**

Pour médecin auxiliaire principal de 1^{re} classe :

M. Hospice-Dominique Coco, médecin auxiliaire principal de 2^e classe.

Pour médecin auxiliaire principal de 4^e classe :

M. Jean-Josiah Johnson, médecin auxiliaire de 1^{re} classe.

Pour médecin auxiliaire de 2^e classe :

M. Arthur Creppy, médecin auxiliaire de 3^e classe.

C — CADRE DES SAGES-FEMMES AUXILIAIRES

Pour sage-femme auxiliaire de 2^e classe :

Mlle. Eugénie Da Costa;
Mlle. Agnès Boccovi,
sages-femmes auxiliaires de 3^e classe.

Promotions

Par arrêtés du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, du 19 février 1943, sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1943, les agents des cadres ci-après :

Cadres communs secondaires de l'assistance médicale indigène**A — CADRE DES MÉDECINS AUXILIAIRES**

Au grade de médecin auxiliaire principal de 1^{re} classe :

M. Hospice-Dominique Coco, médecin auxiliaire principal de 2^e classe.

Au grade de médecin auxiliaire de 2^e classe :

M. Yébovi Elias, 3^e tour ancienneté;

M. Creppy Arthur, 2^e tour choix,
médecins auxiliaires de 3^e classe.

C — CADRE DES SAGES-FEMMES AUXILIAIRES

Au grade de sage-femme auxiliaire de 2^e classe :

Mlle. Da Costa Eugénie, 2^e tour choix;

Mlle. Boccovi Agnès, 1^{er} tour choix;

Mlle. Boehm Hanny, 3^e tour ancienneté,
sages-femmes auxiliaires de 3^e classe.

Titularisation — Rappel d'ancienneté

Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, du 10 février 1943, les médecins et pharmaciens auxiliaires de 3^e classe stagiaires du cadre de l'Afrique occidentale française, dont les noms suivent, qui ont terminé leur année de stage réglementaire sont titularisés dans leur emploi :

b) Pharmacien auxiliaire :

M. Salomon Ahodikpè, le 28 octobre 1942.

Il est attribué aux intéressés les bonifications d'ancienneté ci-après correspondant au temps de service militaire actif qu'ils ont effectivement accompli :

M. Salomon Ahodikpè : néant.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL INDIGÈNE****Nominations**

Par arrêté n° 143 p. du :

4 mars 1943. — Sont nommés pour compter du 1^{er} janvier 1943 dans le cadre local indigène du chemin de fer du Togo :

Au grade de chef de station de 4^e classe :

M.M. Lawson Raphaël, facteur enregistreur de 1^{re} cl.
Adovi Jean, facteur enregistreur de 1^{re} classe.
Mensah Ferdinand, facteur enregistreur de 1^{re} cl.
Cadassou Norbert, facteur enregistreur de 1^{re} cl.

Retraite

Par arrêté n° 153 p. du :

9 mars 1943. — L'aide-médecin de 2^e classe du cadre local du Togo, Lawson Martin est admis d'office à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 10 mars 1943.

Révocations

Par arrêté n° 147 p. du :

5 mars 1943. — Les nommés :

1^o — Kuégué Amouzou, ouvrier de 4^e classe du cadre local des travaux publics,

2^o — Ayaovi Urbain, mécanicien-conducteur de 3^e cl. du cadre local des travaux publics, sont révoqués de leur emploi pour compter du 1^{er} février 1943, date du jugement de condamnation n° 49 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

Par arrêté n° 150 p. du :

6 mars 1943. — L'infirmier de 2^e classe Logosu Paul est révoqué de son emploi pour négligence très grave dans le service.

Agents auxiliaires**Nominations**

Par décision n° 187 p. du :

27 février 1943. — Sont nommés aides-infirmiers du service de santé (4^e catégorie, 4^e échelon) pour compter du 1^{er} janvier 1943 :

Akaba Todom,	Boma Atta,
Palanga Djobo,	Ayissa Akara Clément,
Kéléou Katanga,	Tchamdja Grégoire.
Lokou Abiou Michel,	

Par décision n° 188 p. du :

27 février 1943. — Mademoiselle Tèvi Christine est engagée en qualité de monitrice auxiliaire de l'enseignement (3^e catégorie, 4^e échelon) pour compter du 25 février 1943 en remplacement numérique de Madame Dosseyi Rose, démissionnaire.

Par décision n° 204 p. du :

6 mars 1943. — Le nommé Douhadji Tèkoé Joseph, est engagé en qualité de planton (4^e catégorie, 4^e échelon), pour compter du 24 janvier 1943.

Démissions

Par décision n° 194 p. du :

4 mars 1943. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} mars 1943, la démission de son emploi offerte pour convenances personnelles, par l'agent auxiliaire Midéko Emile.

Par décision n° 202 p. du :

6 mars 1943. — Est acceptée, pour compter du 5 mars 1943, la démission de son emploi offerte par Madame Hélène Fabre (née Dovi Franklin), infirmière auxiliaire.

Par décision n° 213 p. du :

9 mars 1943. — Est acceptée, pour compter du 8 mars 1943, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Fiadoga Nicolas.

Révocations

Par décision n° 193 p. du :

4 mars 1943. — Est révoqué de son emploi pour compter du 11 septembre 1942, l'agent auxiliaire Folly Frantz, pour désobéissance à « des ordres jugés indignes de lui. »

Par décision n° 203 p. du :

6 mars 1943. — Le commis auxiliaire Dos-Reis Prudence, inculpé de détournement de deniers publics, est révoqué de son emploi pour compter du 5 janvier 1943.

Par décision n° 208 p. du :

6 mars 1943. — L'agent auxiliaire Tessey Léonard est révoqué de son emploi pour compter du 23 septembre 1942, date à laquelle l'intéressé n'a pas rejoint son poste à l'expiration de la permission de 15 jours dont il était titulaire.

Par décision n° 209 p. du :

7 mars 1943. — Le conducteur auxiliaire Baba Koko est révoqué de son emploi pour faute grave ayant entraîné un accident à la camionnette TT. N° 1.141.

Gardes-forestiers**Nominations**

Par arrêté n° 138 p. du :

2 mars 1943. — Les candidats dont les noms suivent qui ont subi avec succès le concours du 14 décembre 1942 sont admis dans le cadre des gardes-forestiers du Togo, en qualité de gardes-forestiers stagiaires :

1^o — pour compter du 19 février 1943.

(date de leur mise en route à destination du Togo) :
Dossou Boko Florentin,
Whannou Daniel,
Talon Lucien.

2^o — pour compter du 24 février 1943.

(date de sa mise en route à destination de Lomé) :
Agblami Pascal.

Par arrêté n° 144 p. du :

4 mars 1943. — Le nommé Nouatin Pascal qui a subi avec succès le concours du 14 décembre 1942, est admis dans le cadre local des gardes-forestiers du Togo, en qualité de garde-forestier stagiaire, pour compter du 24 février 1943, date de sa mise en route à destination du Togo.

Gardes-frontières**Nominations**

Par arrêté n° 142 p. du :

3 mars 1943. — Les nommés : Vidégla Lokossou, ancien tirailleur, Chadaré Babalola, ancien tirailleur, Dovénou Elie, ex-milicien, sont admis dans le cadre local des gardes-frontières du Togo en qualité de gardes-frontières stagiaires.

Révocation

Par arrêté n° 141 p. du :

3 mars 1943. — Le garde-frontière de 4^e classe Sessy Pierre Claver est révoqué de son emploi pour compter du 23 janvier 1943, date du jugement de condamnation n° 6 du tribunal du premier degré de Klouto.

DIVERS**Ecole nationale de la France d'outre-mer**

Par arrêté n° 152 p. du :

8 mars 1943. — Les épreuves du concours prévu à l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 pour l'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer

des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux auront lieu à Lomé dans la salle de conférences du Commissariat de France, les vendredi 2 et samedi 3 avril 1943 de 7 heures à 12 heures.

La commission prévue à l'article 9 de l'arrêté du 9 août 1930 sera composée ainsi qu'il suit :

M. de Saint-Alary, administrateur de 1^{re} classe *Président*
M.M. Pic, administrateur de 2^e classe, *Membres*
Roche, administrateur de 2^e classe.

Justice

Par arrêté n° 148 A. P. A. du :

6 mars 1943. — L'arrêté n° 11 A. P. A. du 7 janvier 1943 est modifié comme suit :

Est nommé assesseur européen près le tribunal criminel de Maïngo M. Fagalde, lieutenant d'infanterie coloniale.

Métis

Par décision n° 191 F. du :

3 mars 1943. — Sont accordées pour l'année 1943 et pour compter du 1^{er} janvier 1943, les allocations aux jeunes métis indigènes ci-après désignés :

CERCLE	ETABLISSEMENT	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX journalier de l'allocation	PERSOÑNES habilitées à prendre le montant des allocations	RESIDENCE
Lomé	Internat de Notre-Dame des Apôtres	Cathérine Afiwa	6 ans	2,50	Mlle Judie Mélanie en religion Sœur-Théodule	Lomé
		Françoise Solange	7 —	2,50		
		Hélène Essié	7 —	2,50		
		Denise Djati	7 —	2,50		
		Colette Anna	7 —	2,50		
		Faustina Ekoué	8 —	3,25		
		Emilia Akouavi	8 —	3,25		
		Georgette Djati	9 —	3,25		
		Odette Latré	10 —	4,50		
		Paulina Ekoué	12 —	4,50		
		Gertrude Adjoa	12 —	4,50		
		Thérèse Asara	13 —	4,50		
		Marguerite Badaoui	13 —	4,50		
		Yvonne Koundja	13 —	4,50		
		Lucien Boniface Emmanuel	2 ans	1,50	Mathilde Hottab Alougba Akoua Hama Joseph Ghadamassi Akoua Ahamah Rosina Blagogee Marguerite Sonvo Akpenou Adama Amadou Paulina Ablawoa Adolphe Johnson Alougba Fambiyé Rosina Blagogee Kossiwa	Lomé
		Komlan Joseph	4 —	1,50		
		Daniel Kouami	5 —	1,50		
		Yaovi Josepha	6 — 1/2	2,—		
		Emilio Koffi	7 —	2,—		
		Yaovi Brustus	8 —	2,—		
		Komlan Julien	9 —	2,—		
		Nicolas Ayawo	9 —	2,—		
		Alexandre Emile	10 —	3,—		
		Christian Koffi	10 —	3,—		
		Angèle Akossiwa	10 —	3,—		
		François Kouassivi	11 —	3,—		
		Maria Akomassia	11 —	3,—		
		Henri Kouassi	12 —	3,—		
		Noël Kouassivi	15 — 1/2	3,—		
		(jusqu'au 25-12-43 inclus)				
		Gaston Jean Yawuo	13 ans	3,—		
		Robert Koffi	15 — 1/2	3,—		
		(jusqu'au 1 ^{er} -12-43 inclus)				
					Fambiyé Anna Chochovi	

CERCLE	ETABLISSEMENT	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX journalier de l'allocation	PERSONNES habilitées à prendre le montant des allocations	RESIDENCE
Anécho	Internat de Notre-Dame des Apôtres	Marie-Jeanne Afiavi	8 ans	3,25	M ^{me} Marie Corbi- neau en religion	Anécho
		Innocentia Adjoa	10 —	4,50	Sœur Emilienne	—
		Clairette Ablavi	11 —	4,50	—	—
		Rébecca Ablavi	12 —	4,50	—	—
		Florence Ablavi	14 —	4,50	—	—
		Adelaïde Aimée	15 —	4,50	—	—
		(jusqu'au 1er-12-43 inclus)				
		François Comlan Peter	10 ans	3, —	Atogoé	Anécho
		Kouakouvi François	11 —	3, —	Dassouvi Antoine Koffi	—
		Marie-Thérèse Adjoavi	11 —	3, —	Massari Kouassi	—
		André Jean dit Castanet	13 —	3, —	Philomène Akpénou	—
		Bayi Picass	13 —	3, —	Chécou Avlessi	—
		Yaovi Eminentuel	14 —	3, —	Chochovi Kouévi	—
		Yaovi Marcellin	15 — 1/2	3, —	Adéhyka François	—
		(jusqu'au 27-4-43 inclus)				
		Kouakou Félix	15 ans 1/2	3, —	Kayé Akouété	—
		(jusqu'au 22-10-43 inclus)				
Centre (Subdivision Atakpamé)	Ecole des Sœurs d'Atakpamé	Louise Ablan	11 ans	4,50	M ^{me} Antoinette	Atakpamé
		Suzanne Ayabavi	8 —	3,25	Blin en religion	—
		Angèle Thérèse	5 —	2,50	Sœur Joseph	—
		Marie Akouavi	3 ans	1,50	Mahougbe Sossoukidibi	Atakpamé
		Rosa Ablavi	10 —	2, —	Nyassepé	Nuatja
		Claudina Ayaba	11 —	3, —	Lonie	Atakpamé
		Michel Yaovi	12 —	3, —	Yovossi	—
		Aimée Kossiwa	14 —	3, —	Assoupi	—
		Daniel Dovi	15 —	3, —	Dovi	Nuatja
Centre (Subdivision Palimé)	Ecole des Sœurs de Palimé	Jeannette Akoua	11 ans	4,50	M ^{me} Marie Her- mann Sœur supé- rieure de la Mis. Cath. de Palimé	Palimé
		Marie Alice	15 —	4,50	—	—
		Merry	15 —	4,50	—	—
		Adjoa Justine	5 ans	1,50	Hélène Tou	Agou
		Gabriel Koffi	7 —	2, —	Ramatou	Palimé
		Jeanne Adjoa	9 —	2, —	Jeannette Poparty	—
		John Ayité Klou	12 —	3, —	Cécilia	Agou-Nyongho
		Robin Kodjo Robert	14 —	3, —	Félicia Afoua	Yoh
		Dulcet Jean	14 —	3, —	Dulcet Jean	Palimé

Par application de l'article 6 de l'arrêté du 26 novembre 1934, un certificat de vie doit être joint à chaque état de paiement. Pendant la période scolaire et à partir de l'âge de 7 ans révolus, le certificat de vie sera remplacé par une attestation du directeur du centre scolaire indiquant que l'ayant droit a fréquenté régulièrement une école de l'enseignement officiel ou privé.

Les allocations susvisées pouvant être supprimées ou réduites suivant décisions spéciales si l'enfant est admis dans une école officielle où il existe un internat.

Les allocations sont dues pendant l'année entière, sauf pendant les journées d'absence irrégulière en période scolaire.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 26 novembre 1934 précité, les allocations sont payées mensuellement sur états collectifs ou individuels comportant émargement des personnes qui ont la charge des métis ou des intéressés eux-mêmes s'ils peuvent signer.

En vertu des dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 26 novembre 1934, les allocations aux métis ne sont pas cumulables avec les bourses scolaires.

Subvention

Par décision n° 186 F. du :

27 février 1943. — Une subvention de Cent mille francs est accordée, pour le premier trimestre 1943, à la commune-mixte de Lomé pour lui permettre de faire face à une insuffisance des ressources constatées au titre du budget communal de l'exercice 1943.

Rôles

Par arrêté n° 139 C. D. du :

2 mars 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires, exercices 1942 et 1943 dont les détails suivent, s'élevant à la somme de TROIS MILLIONS SIX CENT DIX-NEUF MILLE DEUX CENT TRENTÉ SEPT FRANCS TRENTÉ CENTIMES.

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1942				
278	Klouto	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	1.719,—	10.788,—
279	—	Impôt sur la population flottante	1.050,—	
280	—	Rachat des prestations indigènes	112,—	
281	—	Licences	2.925,—	
282	—	Taxe sur les armes de traite	4.832,—	
283	—	Taxe sur les bicyclettes	150,—	
284	Mango	Impôt personnel européen (taxe fixe) 500,— Rachat des prestations 80,—	580,—	49.374,—
285	—	Impôt personnel indigènes catégorie ordinaire	18.275,—	
285 ^{bis}	—	Impôt personnel indigènes catégorie supérieure	110,—	
286	—	Impôt sur la population flottante	29.880,—	
287	—	Patentes	50,—	
288	—	Taxe sur armes perfectionnées	20,—	
289	—	Taxe sur armes non perfectionnées	264,—	
290	—	Taxe sur les bicyclettes	195,—	
291	Klouto	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 13.040,— Rachat des prestations 2.700,—	15.740,—	35.402,50
292	—	Patentes	19.662,50	
TOTAL				95.564,50
Exercice 1943				
8	Atakpamé	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	680.481,—	1.696.365,—
9	Sokodé	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire		
10	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis européens	1.132,50	738.505,50
11	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis indigènes	474,—	
12	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis européens	75,—	
13	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis indigènes	115,—	
14	—	Patentes	14.750,—	
15	—	Licences	400,—	
16	—	Taxe sur armes perfectionnées	520,—	
17	—	Taxe sur armes de traite	2.528,—	
18	—	Impôt personnel (taxe fixe) 10.500,— Rachat des prestations 1.680,—	12.180,—	
19	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 21.480,— Rachat des prestations 4.370,—	25.850,—	
20	Bassari	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	363.752,—	366.019,50
21	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	77,50	
22	—	Patentes	1.260,—	
23	—	Taxe sur armes perfectionnées	300,—	
24	—	Taxe sur les bicyclettes	630,—	140,80
25	Lama-Kara	Impôt foncier sur immeubles bâtis européens	97,50	
26	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis indigènes	43,30	20.660,—
27	Mango	Patentes	2.465,—	
28	—	Licences	100,—	
29	—	Impôt personnel (taxe fixe) 6.250,— Rachat des prestations 920,— Taxe sur armes perfectionnées 200,—	7.370,—	
30	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 8.950,— Rachat des prestations 1.715,— Taxe sur armes perfectionnées 60,—	10.725,—	2.821.690,80
31	Atakpamé	Impôt personnel (taxe fixe) 5.750,— Rachat des prestations 880,—	6.630,—	
32	—	Impôt personnel (taxe fixe) 15.000,— Rachat des prestations 2.400,—	17.400,—	
<i>à reporter</i>			24.030,—	

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i>	24.030,—	2.821.690,86
33	Atakpamé	Patentes	80.605,—	
34	—	Licences	4.000,—	
35	—	Taxe sur armes perfectionnées	1.860,—	
36	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 29.130,—		
		Rachat des prestations 5.305,—	34.435,—	144.930,—
37	Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 14.380,—		
		Rachat des prestations 2.610,—		
		Taxe sur armes perfectionnées 140,—	17.130,—	
37 ^{bis}	—	Licences	3.200,—	
38	—	Patentes	41.700,—	62.030,—
39	Anécho	Patentes	17.575,—	
40	—	Licences	3.100,—	
41	—	Taxe sur armes perfectionnées	720,—	21.395,—
42	Lomé-Subdivision	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 13.900,—		
		Rachat des prestations 2.550,—	16.450,—	
43	—	Patentes	15.575,—	
44	—	Licences	2.500,—	34.525,—
45	Lomé-Ville Com. M.	Patentes	92.840,—	
46	—	Patentes	47.975,—	
47	—	Licences	78.200,—	
48	—	Licences	8.000,—	
49	—	Impôt personnel (taxe fixe) 100.000,—		
		Rachat des prestations 15.800,—	115.800,—	
50	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 67.420,—		
		Rachat des prestations 11.825,—	79.245,—	
51	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 14.742,—		
		Rachat des prestations 2.300,—	17.042,—	439.102,—
		TOTAL EXERCICE 1943		3.523.672,80
		TOTAL EXERCICE 1942		95.564,50
		TOTAL GÉNÉRAL		3.619.237,30

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 1^{er} mars 1943.

ACTES DE LA COMMUNE-MIXTE DE LOMÉ

Taxe sur les bicyclettes

N^o 1. — Par arrêté municipal du 24 février 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Est créée sur le territoire de la commune-mixte de Lomé, une taxe sur les bicyclettes.

ART. 2. — Sont rendues applicables, les dispositions de l'arrêté local n^o 37 en date du 13 janvier 1937, portant réglementation de la taxe sur les bicyclettes et de celui n^o 625 F. du 3 novembre 1942, modifiant le taux de la dite taxe.

Approuvé :

Le gouverneur des colonies, commissaire de France,
P. SALICETI.

Taxe sur les chiens

N^o 2. — Par arrêté municipal du 24 février 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Est créée sur le territoire de la commune-mixte de Lomé, une taxe sur les chiens.

ART. 2. — Sont rendues applicables, les dispositions de l'arrêté local n^o 530 en date du 23 septembre 1937, instituant la sus-dite taxe.

Approuvé :

Le gouverneur des colonies, commissaire de France,
P. SALICETI.

Marchés de la ville de Lomé

N^o 3. — Par arrêté municipal du 24 février 1943 :

ARTICLE PREMIER. — La vente des tissus et articles d'importation est interdite sur le petit marché près de la gare de Lomé, réservé aux produits vivriers d'origine locale.

ART. 2. — Des autorisations pourront être, dans la limite des places disponibles, accordées par l'administrateur-maire ou son délégué aux revendeurs d'articles d'importation moyennant le paiement d'une taxe journalière de 4 francs pour un emplacement ne dépassant pas trois mètres carrés de superficie. Ces autorisations seront toujours révocables.

ART. 3. — Cette taxe sera également perçue sur le grand marché. En seront toutefois exonérés, les titulaires de la patente afférente à la revente d'articles d'importation sur les marchés du cercle de Lomé.

ART. 4. — Cette taxe sera perçue dans les mêmes conditions que la taxe d'encombrement de la voie publique.

ART. 5. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues aux articles 471 et 474 du code pénal.

Approuvé :

Le gouverneur des colonies, commissaire de France,
P. SALICETI.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1233, déposée le 1^{er} mars 1943 le sieur Kalipé Paul, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Wogan, cercle d'Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme de polygone irrégulier, d'une contenance totale de deux hectares vingt-six ares soixante-quinze centiares, situé à Wogan, cercle d'Anécho, connu sous le nom de « Nouvelle Mission Catholique » et borné au nord par la route de Wo-Kutimé, au sud par la propriété des nommés Edzekpedzi et Afatchao Woyi, à l'est par terrain appartenant à lui-même, à l'ouest par un chemin rejoignant Wogan à la grand'route Wogan-Anfoin.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1234, déposée le 1^{er} mars 1943 le sieur Animaka Ehi, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Wogan, cercle d'Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier marqué B et une parcelle ayant la forme de triangle irrégulier marqué A sur le plan, d'une contenance totale de un hectare quatre-vingt-neuf ares dix-neuf centiares, situé à Wogan, cercle d'Anécho, connu sous le nom de la parcelle A de « terrain du Calvaire »,

la parcelle B de « terrain des Sœurs » et borné nord par terrains au requérant et à Wolenou Adala au sud par la grand'route Anécho à Wogan, à l'est par un terrain à Wolenou Adala, à l'ouest par route de Wogan à Wo-Kutimé village.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1235, déposée le 3 mars 1943 le sieur Albert Mensah Ahadji, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, cercle de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme de polygone irrégulier complanté de caféiers et de cocotiers d'une contenance totale de sept hectares quatre-vingt-six ares vingt-quatre centiares, situé à Dalavé, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé, et borné au nord par terrain à Ahia à l'est par un étang et terrain à Ahiakou, au sud par terrain à Kpogno et à l'ouest par terrains Kpogno et à Ahiaty.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1236, déposée le 5 mars 1943 le sieur Agagalo Noukpetor, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Assahoun, subdivision de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, complanté de cultures vivrières de caféiers et de palmiers, d'une contenance totale de trois hectares vingt-sept ares quarante sept centiares, situé à Assahoun, subdivision de Lomé, borné au nord par terrains à K. Tchewou, à S. Adab et à Georges Adilè, à l'est par terrain à Akak Georges Adilè, au sud par terrains à Gbontch Adjidja et à Epan et à l'ouest par terrain à Gba Lugu.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1237, déposée le 5 mars 1943 le sieur Codjo Noukpetor, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Assahoun, cercle de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, bâti, partie, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, complanté de palmiers, de cultures vivrières et de caféiers, d'une contenance totale de vingt hectares vingt ares onze centiares, situé à Assahoun, cercle de Lomé, connu sous le nom de « Hété », et borné au nord par le lieu dit Agou

(propriété F. Sessi), à l'est par la route Lomé-Palimé, au sud par le Zogbé-Apémévé et à l'ouest par Awato.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1238, déposée le 5 mars 1943 le sieur Djaka Adékpé, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Kévé, cercle de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, complanté de caféiers et de palmiers, d'une contenance totale de dix-sept hectares cinquante deux ares quinze centiares, situé à Assahoun, cercle de Lomé, connu sous le nom de « Agbévécondji », et borné au nord par terrain à Ayikoé, à l'est par propriété à Nyonyon, au sud par terrain à Zékoé et à l'ouest par terrains à Zévo et à Dranfo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1239, déposée le 5 mars 1943 le sieur Djaka Adékpé, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Kévé, cercle de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme de polygone irrégulier, complanté de caféiers et de palmiers, d'une contenance totale de onze hectares quarante deux ares quarante sept centiares, situé à Assahoun, cercle de Lomé, connu sous le nom de « Agbévécondji », et borné au nord par terrain à Ayikoé, à l'est par terrain à Sati, au sud par terrains à Gaké et Eklu et à l'ouest par terrains à Kodjo Noukpetor et à Nyonyon.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
J. SERANT.